

**L'intervention  
de Lénine  
au comité de Petrograd,  
le 1<sup>er</sup> novembre 1917**

**L**E 29 octobre 1917, trois jours après le II<sup>e</sup> Congrès des soviets, le renversement du gouvernement provisoire et la formation du Conseil des commissaires du peuple, la direction menchevique du syndicat des cheminots, dit Vikjel, menace de déclencher la grève à minuit si les bolcheviks n'acceptent pas un gouvernement socialiste homogène, où ils seraient minoritaires.

En l'absence de Lénine et de Trotsky, le comité central du Parti bolchevique vote à l'unanimité une proposition de Kamenev, qui *"juge nécessaire d'élargir la base du gouvernement et d'effectuer éventuellement des changements dans sa composition"* en incluant dans le comité exécutif central des soviets *"des représentants des partis ayant quitté le congrès, en quantité proportionnelle"*, et d'autres organisations, entre autres des syndicats des cheminots et des postes. Bref, il propose de remettre en cause le résultat de l'insurrection.

Une délégation du comité exécutif central des soviets, conduite par Kamenev, se rend à la table ronde convoquée par le syndicat des cheminots avec les autres partis "socialistes". Ces derniers proposent un gouvernement de coalition socialiste homogène, où les bolcheviks recevraient cinq postes sur dix-huit, et dont Trotsky, et surtout Lénine, seraient exclus ! Les bolcheviks, devenus opposants minoritaires, n'auraient même pas le droit de choisir librement leurs représentants. Pour Kamenev, *"il n'y a pas de quoi rompre"*. Plusieurs membres du comité central et du gouvernement, affolés par la peur de l'isolement, sont prêts à accepter l'ultimatum.

Lénine croit un instant à une ruse de Kamenev pour tromper ses interlocuteurs, mais s'aperçoit vite que c'est lui qui est trompé. Au comité central du 1<sup>er</sup> novembre, Trotsky dénonce la volonté des partis qui n'ont pas pris part à l'insurrection d'arracher le pouvoir à ceux qui viennent de les renverser, mais affirme son accord avec un gouvernement de coalition présidé par Lénine et où les bolcheviks occuperaient 75 % des postes. Lénine tranche : *"Il faut rompre les pourparlers."* Le comité central, par 10 voix contre 4 (dont Lénine et Trotsky), s'oppose à l'interruption des pourparlers. Trotsky retourne la situation en faisant voter une motion qui leur donne l'objectif *"de mettre fin à des pourparlers ultérieurs sur un gouvernement de coalition"*.

Le nouveau gouvernement est dans une situation délicate : le personnel des ministères refuse massivement de reconnaître son autorité, qui ne s'étend guère au-delà de la capitale.

Ce 1<sup>er</sup> novembre, une réunion du comité de Petrograd suit celle du comité central. Lénine propose d'exclure Lounatcharski du parti. Le président de séance et la majorité des militants refusent. Nous publions ci-dessous la partie essentielle de son discours, où il explique : la droite du Parti bolchevique veut la "coalition" avec les socialistes hostiles à l'insurrection ? Lénine rompra avec eux : *"Nous marchons avec les masses. Avec les masses actives et non avec les masses fatiguées (...). S'il y a scission, eh bien, qu'il y ait scission !"*

Juste après lui, Lounatcharski défend le gouvernement socialiste homogène, seule planche de salut, et accuse, sans le nommer, Lénine de se complaire à la guerre : *"A la fin, ajoute-t-il sous des applaudissements nourris, restera un seul individu-dictateur"*, évidemment Lénine ! Lounatcharski confie alors à un peintre qu'il croise au palais d'Hiver : *"Les bolcheviks ne vont pas rester ici plus de deux semaines, ensuite on les pendra sur les balcons à deux pas d'ici."*

Le lendemain, 2 novembre, l'insurrection l'emporte à Moscou. Les pourparlers avec les mencheviks et les S-R s'interrompent. Au comité central, Lénine fait condamner l'opposition, qui veut *"céder aux ultimatums et aux menaces de départ"*

émanant d'une minorité notoire des soviets". N'ayant chassé personne du II<sup>e</sup> Congrès des soviets, "il est maintenant encore entièrement prêt à faire revenir ceux qui en sont sortis et à reconnaître une coalition de ceux-ci dans les limites des soviets", c'est-à-dire sans représentants des institutions (Douma) et partis (Cadets et alliés) bourgeois. Lénine peut donc déclarer : "Les propos qui prétendent que les bolcheviks ne veulent partager le pouvoir avec personne sont absolument faux."

Le 4 novembre, en désaccord avec Lénine, cinq membres du comité central (Kamenev, Zinoviev, Rykov, Milioutine et Noguine) en démissionnent ; les trois derniers quittent le gouvernement, ainsi que Teodorovitch, commissaire au Ravitaillement. Chliapnikov, commissaire au Travail, se solidarise avec eux, mais reste à son poste. Kamenev démissionne aussi de la présidence du comité exécutif central des soviets.

L'ex- et futur bolchevik Léonide Krassine écrit le 7 novembre à sa femme : "Tous les bolcheviks éminents, Kamenev, Zinoviev, Rykov (Alexis le bègue), se sont déjà détachés de Lénine et de Trotsky, mais ces deux-là continuent à faire des leurs." Avec succès.

## "Le gouvernement de coalition ou les marins" (1)

J E ne peux pas présenter de rapport, mais je veux vous informer d'un problème qui vous intéresse tous, celui de la crise du parti qui a éclaté au grand jour alors que le parti était déjà au pouvoir.

Tous ceux qui suivent la vie du parti sont au courant de la polémique qui s'est engagée dans les colonnes du *Rabotchi Pout* et de mes interventions contre Zinoviev et Kamenev. Auparavant, le *Dielo Naroda* a écrit que les bolcheviks avaient peur de prendre le pouvoir. Cela m'a contraint à prendre la plume pour montrer toute l'inconsistance et l'insondable stupidité des S-R. J'ai écrit :

"Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?" Le problème du soulèvement armé a été évoqué à la séance du comité central du 1<sup>er</sup> octobre (*sic* !).

J'ai craint l'opportunisme des internationalistes-unifiés (2), mais cette crainte s'est dissipée, alors que dans notre parti certains vieux membres du comité central affirmaient leur désaccord. Cela m'a profondément affligé. Le problème du pouvoir était depuis longtemps posé de cette façon, nous ne pouvions pas alors l'abandonner à cause du désaccord de Zinoviev et de Kamenev. Le soulèvement était (*objectivement*) nécessaire. Les camarades

Zinoviev et Kamenev se mirent à faire de l'agitation contre le soulèvement et nous les avons considérés comme des briseurs de grève. J'ai même adressé une lettre au comité central proposant de les exclure du parti.

J'ai publié un article violent à propos de l'intervention de Kamenev au CEC. Je n'aurais pas voulu (*maintenant, après la victoire*) avoir une attitude sévère à leur égard. J'ai suivi avec bienveillance les conversations de Kamenev au CEC sur l'accord, car sur le plan des principes, nous n'y sommes pas opposés.

Lorsque les S-R, cependant, ont refusé de participer au pouvoir, j'ai compris qu'ils agissaient ainsi après le déclenchement de la contre-offensive armée de Kerenski. A Moscou (*pour la prise du pouvoir à Moscou*), les choses traînaient. Nos droitiers sombrèrent alors dans le pessimisme : Moscou ne peut pas prendre le pouvoir, et alors naquit chez eux l'idée de la coalition avec les autres partis socialistes.

(1) Extraits du procès-verbal des débats du comité de Petrograd du 1<sup>er</sup> novembre 1917, in *Bulletin de l'Opposition*, n° 7, novembre-décembre 1929, pp. 6 à 8 (supprimé du volume publié à Moscou en 1927).

(2) C'est-à-dire les *Mejraiontsy* entrés dans le Parti bolchevique en août 1917.

Le problème de l'insurrection est nouveau, il exige d'autres forces et d'autres qualités. A Moscou, par exemple, les junkers ont parfois fait preuve de férocité, ils ont fusillé des soldats prisonniers, etc. Les junkers — ces fils de la bourgeoisie — ont compris que le pouvoir du peuple marquait la fin du pouvoir de la bourgeoisie, car, dès la Conférence démocratique, nous avons insisté sur toute une série de mesures comme la nationalisation des banques, etc.

Les bolcheviks, au contraire, ont souvent été trop débonnaires. Si la bourgeoisie était victorieuse, elle agirait comme en 1848 et en 1871. Qui a pensé que nous ne nous heurterions pas au sabotage de la bourgeoisie ? C'était clair aux yeux mêmes d'un nouveau-né. Nous devons employer la force, arrêter les directeurs de banque, etc. Même leur arrestation temporaire a déjà donné de bons, de très bons résultats. Cela ne m'étonne guère. Je sais à quel point ils sont personnellement peu aptes à se battre ; l'essentiel pour eux, c'est de garder leurs petites places bien chaudes. A Paris, on a guillotiné, et nous, nous nous contentons de priver de leurs cartes d'alimentation ceux qui ne la reçoivent pas des syndicats. Nous faisons là notre devoir. Et voilà qu'au moment où nous sommes au pouvoir, c'est la scission. Zinoviev et Kamenev disent que nous ne prendrons pas le pouvoir (*dans tout le pays*). Je ne suis pas capable d'entendre cela en gardant mon sang-froid. Je considère une pareille déclaration comme une trahison. Que veulent-ils ? Que commence une rixe (*spontanée*). Seul le prolétariat peut guider le pays... Et la coalition ?

Je ne peux même pas parler de cela sérieusement. Trotsky a dit, il y a longtemps, que l'unification était impossible. Trotsky a compris cela, et depuis il n'y a pas eu de meilleur bolchevik.

Zinoviev dit que nous ne sommes pas le pouvoir soviétique, nous ne sommes que les bolcheviks ; les S-R et les mencheviks sont partis, etc. Mais ce n'est pas notre faute ! Nous avons été élus par le congrès des soviets. C'est une organisation nouvelle. Y entrent ceux qui veulent se battre. Ce n'est pas le peuple, mais une avant-garde que suivent les masses. Nous marchons avec les masses. Avec les

masses actives, et non avec les masses fatiguées. Refuser de développer l'insurrection (*cela signifie céder*) aux masses fatiguées, mais nous sommes avec l'avant-garde.

Les soviets se définissent (*dans la lutte*). Les soviets sont l'avant-garde des masses prolétariennes. Et l'on nous invite maintenant à nous unir à la Douma municipale. C'est absurde (...)

S'il y a scission, eh bien, qu'il y ait scission ! S'ils ont la majorité, prenez donc le pouvoir au comité exécutif central des soviets et agissez, nous, nous irons vers les marins !

Nous sommes au pouvoir.

Passer maintenant chez les gens de *Novaja Jizn* (3), mais qui en est capable ? Ce sont des mollusques sans principes : tantôt avec nous, tantôt avec les mencheviks. Ils disent que nous ne garderons pas le pouvoir, etc. Mais nous ne sommes pas seuls. L'Europe entière est devant nous. Nous devons commencer, maintenant seule la révolution socialiste est possible. Toutes ces hésitations, des doutes (*la volonté de conciliation*) sont absurdes. Lorsque j'ai déclaré (*dans une réunion populaire*) : nous allons lutter contre les saboteurs en instaurant la carte de pain, les visages des soldats se sont illuminés.

Les droitiers affirment que les soldats sont incapables de se battre. Mais les orateurs qui parlent aux masses n'ont jamais vu un tel enthousiasme. Nous sommes les seuls à avoir tracé un plan de travail révolutionnaire. Nous sommes les seuls capables de combattre... Et les mencheviks ? Ils ne nous suivront pas (...).

Quand on nous dit (*leVikjel, les saboteurs, etc.*) que nous "n'avons pas le pouvoir", il faut arrêter ces gens-là, et nous les arrêterons. On peut parler après cela des horreurs de la dictature du prolétariat. Arrêter les gens du Vikjel, je comprends cela. Qu'ils braillent sur les arrestations. Un délégué de Tver au congrès des soviets a dit : "*Arrêtez-les tous !*", je comprends cela. Il comprenait, lui, ce que c'est que la dictature du prolétariat. Notre slogan : "*Pas d'accords, c'est-à-dire vive le gouvernement bolchevique homogène !*"

(3) Journal de Gorki hostile à la révolution d'Octobre.